

Marx était-il contre l'immigration?

ecointerview.wordpress.com/2018/09/06/marx-etait-il-contre-limmigration

Le reste du monde

September 6, 2018



Le rejet de l'immigration a joué un rôle très important dans la décision britannique de quitter l'Union européenne, mais aussi dans l'élection de Donald Trump, l'ascension de la Lega en Italie ou du FPÖ en Autriche. A l'évidence, nous payons le prix politique de la crise financière, et ce prix risque d'être élevé puisque les prémices du nouveau consensus anti-migratoire qui émerge mettent en tension des sociétés au sein desquelles il n'est pas rare que plus du quart de la population soit immigrée ou descendante d'immigrée [1].

Au sein de la gauche, une nette fracture se dessine entre les tenants de l'ouverture et les tenants d'une re-nationalisation des flux de main d'oeuvre. Tout ce joli monde s'envoie régulièrement d'augustes références à la figure, et à ce petit jeu, c'est Karl Marx qui remporte la palme de la citation [2].

Qu'en est-il vraiment? Peut-on se servir des observations que fait Marx à propos de l'instrumentalisation de l'immigration par les capitalistes pour exiger la fermeture des frontières? Les partisans de l'abolition des frontières sont-ils d'inconséquents « gauchistes » ?

Pour commencer à répondre à ces questions, il est instructif de se référer à la partie économique du programme du Parti Ouvrier Français.

En effet, Jules Guesde et Paul Lafargue, en étroite collaboration avec Karl Marx et Friedrich Engels, ont conçu ce programme. Après avoir proclamé que « *l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race* », le programme préconise ceci:

1. Repos d'un jour par semaine ou interdiction légale pour les employeurs de faire travailler plus de six jours sur sept. Réduction légale de la journée de travail à huit heures pour les adultes. Interdiction du travail des enfants dans les ateliers privés au-dessous de quatorze ans, et de quatorze à dix-huit ans, réduction de la journée de travail à six heures.
2. Surveillance protectrice des apprentis par les corporations ouvrières.
3. Minimum légal des salaires déterminé, chaque année, d'après le prix local des denrées, par une commission de statistique ouvrière.
4. Interdiction légale aux patrons d'employer les ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui des ouvriers français.
5. Égalité de salaire à travail égal pour les travailleurs des deux sexes.
6. Instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société représentée par l'État ou la commune.
7. Mise à la charge de la société des vieillards et des invalides au travail.
8. Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituées à la gestion exclusive des ouvriers.
9. Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur dans les caisses ouvrières, et proportionné au nombre des ouvriers employés et aux dangers que représente l'industrie.

On voit très clairement que ces premiers marxistes avaient à cœur de protéger les droits sociaux de tous et qu'à leurs yeux aucune avancée salariale obtenue par le *mâle ouvrier blanc* ne devait être refusée à l'ouvrier étranger ainsi qu'à l'ouvrière. Il ne venait donc pas à l'esprit de ces militants, au nom d'un préjugé absurde ou d'un malthusianisme rétrograde, de s'opposer à la féminisation de la main d'oeuvre ou à l'immigration en tant que telle, mais au contraire, d'étendre le salariat dans des conditions équitables et non discriminatoires. Sur le terrain, le Parti Ouvrier Français mena en 1883 une campagne « *pour soustraire les étrangers au despotisme de la police en réclamant l'abolition de la loi de 1848 permettant leur expulsion administrative, sans décision judiciaire* » [3].

Voyons maintenant en quoi ce programme socialiste est fidèle aux écrits de Karl Marx.

Marx aborde l'immigration dans les chapitres 25 (« Loi générale de l'accumulation capitaliste ») et 33 (« La théorie moderne de l'accumulation ») du livre 1 du *Capital*.

Quand Marx traite ce sujet, il le fait pour vérifier la portée d'un concept beaucoup plus général : l'*armée de réserve*. Ce concept ne désigne pas l'immigration, comme on le prétend parfois, mais une masse très hétéroclite de travailleurs *surnuméraires* dans laquelle les capitalistes puisent selon leur bon plaisir pour alimenter leurs besoins conjoncturels de main d'oeuvre mais aussi pour discipliner l'*armée d'active* du salariat.

Voici un extrait assez limpide du *Capital*:

« La suprême beauté de la production capitaliste consiste en ceci, que non seulement elle reproduit constamment le salarié comme salarié, mais que proportionnellement à l'accumulation du capital, elle fait toujours naître des salariés *surnuméraires*. La loi de l'offre et de la demande de travail est ainsi maintenue dans l'ornière convenable, les oscillations du salaire se meuvent entre les limites les plus favorables à l'exploitation, et enfin la subordination si indispensable du travailleur au capitaliste est garantie. » (Livre 1, chapitre 33)

Ce passage souligne la dimension politique de l'*armée de réserve*. En effet, née du rapport contradictoire qu'entretient le capital avec le travail, elle joue un rôle fonctionnel en permettant aux capitalistes de tordre le bras des « lois du marché » pour s'assurer qu'elles ne jouent jamais dans le sens des salariés. En pratique, les capitalistes stabilisent les salaires en déversant au moment adéquat (c'est-à-dire en cas de risque de pénurie de main d'oeuvre) des travailleurs supplémentaires, de manière à combler les besoins en travail des entreprises et à couper l'herbe sous le pied des syndicalistes qui espèreraient profiter d'une pénurie de travail pour réclamer des hausses de salaires.

Pour citer Marx, l'économie capitaliste parvient à « *diminuer la demande de travail et en rendre l'offre surabondante, en un mot, fabriquer des surnuméraires* » en sur-exploitation l'*armée d'active* par prolongation leur durée de travail (ou « *en rendant leur labeur plus intense* » à l'aide de machines), soit en sur-exploitant l'*armée de réserve* des femmes, des enfants ou des travailleurs étrangers, fraîchement recrutés pour remplacer des salariés réputés moins dociles. Au total, l'armée de réserve directement utilisable dans l'industrie comprend des chômeurs technologiques, des chômeurs expulsés de la production par le sur-travail des actifs et une main d'oeuvre d'appoint corvéable à merci, à laquelle appartiennent les étrangers, aux côtés des femmes et des enfants.

Si Marx ne préconise ni d'interdire le travail des étrangers, pas plus que celui des femmes ou des machines, c'est tout simplement parce qu'il s'agirait là d'une illusion doublée d'un piège politique [4]. En effet, chassez l'étranger et l'armée de réserve recrutera d'autres soldats, dans le fin fond des campagnes ou parmi les enfants. Chassez l'étranger et on le remplacera soit par une machine (qui renverra dans leurs pénates les travailleurs français), soit par des heures supplémentaires non ou mal payées. C'est d'ailleurs ce que l'on observe en ce moment même en Autriche où le gouvernement national-populiste fait voter une loi qui porte la durée journalière maximale de travail de 10 à 12 heures, mais aussi au Royaume-Uni, où, contrairement à une rumeur persistante, le déclin des flux migratoires ne fait pas progresser le salaire moyen, notamment en raison de la mobilisation des pré-retraités et de certains retraités, mais aussi parce que la productivité du travail s'effondre [5].

Non seulement, les salariés se trompent de cible lorsqu'ils visent les travailleurs étrangers, mais de plus ils contribuent à leur propre exploitation, puisqu'en dégradant la situation de travail de salariés qui sont les plus exposés au chômage, ils renforcent le pouvoir de négociation des employeurs sur tout le salariat [6].

Dès lors, la cohérence du vieux programme de 1880 s'éclaire. Une politique « de gauche » ne consiste ni à démanteler les frontières pour laisser libre cours à l'exploitation, ni à les fermer pour accentuer le triste sort de l'armée de réserve, et, de fil en aiguille, déstabiliser tout le salariat. Une politique progressiste consiste plutôt à permettre l'entrée de salariés étrangers pour compléter la main d'oeuvre locale. En permettant ces entrées aux conditions tarifaires locales, on fait jouer, quand elle s'exerce, *la loi du marché* au profit des salariés (l'entrée de travailleurs immigrés est consécutive à une hausse des salaires destinées à favoriser les recrutements) et on évite que les employeurs ne sur-exploitent les travailleurs natifs pour pallier la manque d'immigration. Pour le dire simplement, on travaille à insérer l'immigration dans un contexte juridique et politique favorable à l'intérêt général.

Marx militait pour que les travailleurs partagent, en quelque sorte, leurs acquis sociaux, et que les migrants bénéficient des mêmes droits que tous les autres. Sans militer explicitement pour l'abolition des frontières, Marx n'était pas insensible aux possibilités d'émancipation qu'ouvraient la migration. Ainsi, dans un passage amusant du chapitre 33 (« *La théorie de moderne de la colonisation* »), que je laisse au lecteur le plaisir de découvrir, Marx s'amusait du désarroi des employeurs britanniques sur le continent américain qui se désolaient de ne pas parvenir pas à retenir une main d'oeuvre immigrée toujours en partance là où l'herbe lui semblait plus verte.

Marx n'oubliait pas qu'un salarié, tant qu'il est mobile, n'est pas un esclave.

[1] François Heran (INED) <https://www.youtube.com/watch?v=Ka53qgPUoYE>

[2] Entre Jean-Luc Mélenchon ou Olivier Besancenot, c'est à qui sera le plus anticapitaliste, soit en accusant les travailleurs détachés de « voler le pain des Français », soit en demandant l'accueil des migrants en France. En Allemagne, un débat similaire a lieu au sein de la gauche radicale, comme le montrent les très vives discussions entre Die Linke (pro migrants) et le mouvement Aufstehen.

[3] Voir la remarquable synthèse de Gilles Candar (« Socialistes et migrations », 1880-1914), qui balaie nombre d'idées reçues sur la prétendue xénophobie du socialisme français originel, et remet à l'endroit des citations tronquées de Jean Jaurès qui jonchent les sites d'extrême droite et quelques sites égarés de gauche.

[4] Voir le livre remarquable de K. B. Anderson (« Marx at the margins. On nationalism, ethnicity and non western societies », 1992), en particulier le chapitre 4 consacré aux interventions de Marx contre la xénophobie anti-irlandaise.

[5] CIPD, Labour Market Outlook (chapitre 5). Ce rapport a fait l'objet d'une lecture erronée par des idéologues souverainistes (Coralie Delaume, Natacha Polony...), qui proclament que le Brexit augmente les salaires britanniques, alors que le rapport dit l'inverse.

[6] Une étude du CEPII (A. Edo, F. Toubal, 2014) a montré que l'immigration ne pèse pas sur la situation économique des natifs lorsque les immigrés bénéficient de droits politiques et sociaux identiques. En l'occurrence, les immigrés naturalisés n'exercent aucun effet négatif sur l'emploi des natifs.